



**N°387 du 15 avril 2014**

**Commémoration du génocide rwandais :  
20 ans après, le temps du souvenir.**

**SOMMAIRE**

<b>CINU :</b> Commémoration du génocide rwandais : 20 ans après, le temps du souvenir	1-2
<b>OMS:</b> « Des enfants innocents ne doivent plus mourir »	3-4
<b>ONUDC :</b> Atelier régional sur la saisie, la confiscation et la gestion du produit du crime	5-6
<b>HCR :</b> Il a tout perdu, mais il vit désormais dans la paix	6-7

C'est dans la nuit du 6 au 7 avril 1994 qu'ont éclaté, au Rwanda, les massacres visant pour l'essentiel, la communauté tutsie. En 100 jours, plus de 800 000 mille personnes ont été tuées dans une folle meurtrière qui a avait été planifiée. Le génocide au Rwanda a « été l'une des pages les plus sombres de l'histoire de l'humanité » a dit le Secrétaire Général de l'ONU. Ban Ki-moon s'est rendu à Kigali le 07 avril dernier aux cérémonies en hommage aux victimes, cette date ayant été proclamée par l'Organisation des Nations-Unies, journée internationale de réflexion sur le génocide au Rwanda. En même temps, à Dakar, la commémoration du génocide rwandais s'est déroulée sous le signe de la mémoire et de l'espoir.

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal.  
 Adresse : Lot N°20, Route des Almadies, en face Hôtel Azur - BP 154 Dakar (Sénégal). E-mail : unic.dakar@unic.org —  
 Site Web : [http : //dakar.sites.unicnetwork.org](http://dakar.sites.unicnetwork.org)

C'est à l'heure du coucher de soleil que la flamme de l'espoir, kwibuka 20 en kinryarwanda, partie de cette même place du souvenir le 22 février 2014 est revenue à Dakar.

Les enfants, silencieux l'accompagnent. Ils sont suivis par un avocat, Maître Daff. Ce dernier a ensuite plaidé, devant l'assistance, sur le devoir de mémoire. Il a donc parlé aux enfants « *qui n'étaient pas nés et auxquels on demande de se souvenir* » de la mort d'autres enfants, « *qui jouaient comme vous et qui sont morts, des enfants qui ont survécu et qui n'ont plus de parents* ».



Arrivée de la flamme de l'espoir portée par les enfants à la Place du souvenir



Les officiels attendent l'arrivée de la flamme de l'espoir

Pour Gérard Ntwari, « *la mémoire est un devoir, car bien que les morts ne soient plus physiquement, ils le sont dans les souvenirs* ». Le Rwanda a placé la vingtième commémoration du génocide au rwandais sous le triptyque mémoire, unité, renouveau.

Selon l'Ambassadeur du Rwanda au Sénégal, le Rwanda, 20 ans après, est un pays uni dans la mémoire, dans la souffrance, dans la dignité et le progrès. Le Ministre de l'économie maritime du Sénégal, représentant du Gouvernement à cette cérémonie a estimé que le Rwanda est un exemple pour sa capacité de dépassement. Haïdar el Ali a aussi annoncé qu'il souhaitait devenir membre de l'Association des Amis du Rwanda.

tion des Amis du Rwanda.

1994 - 2014

*mémoire*

*unité*

*renouveau*

21, Villa la flèche des Almadies  
IMMEUBLE 2K PLAZA  
Route du Méridien Président  
B.P. 38408 Dakar Yoff - SENEGAL  
Tel. : +221 33 859 39 49  
Fax : +221 33 820 79 80  
E-mail : ambadakar@minisaffet.gov.rw

*kwibuka 20*  
remember - unite - renew

www.kwibuka.rw



**" Des enfants innocents ne doivent plus mourir ou être handicapés, alors que des vaccins sûrs et efficaces existent pour les protéger"**

Le Président de la République du Sénégal, Monsieur Macky Sall, a ouvert le 24 mars 2014 à Dakar la Conférence internationale sur Religions et Vaccinations « Enjeux - Défis - Perspectives ». Elle a réuni, durant 2 jours, des érudits, chefs religieux musulmans et chrétiens, des universitaires, chercheurs, acteurs communautaires, experts d'agences du système des Nations Unies.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du Premier Ministre du Sénégal, du Ministre de la Santé et de l'Action sociale, de parlementaires, du Représentant de l'OMS, du Représentant de l'UNICEF, de membres du Corps diplomatique. Plusieurs pays étaient représentés : Nigéria, Bénin, Niger, Ghana, Tchad, Mauritanie, du Kenya, Soudan, Mali, Côte d'Ivoire, Tanzanie, Ouganda, RDC, Afrique du Sud et Etats Unis.

Dans son allocution, le Président de la République a souligné la « *haute portée sociale que constitue la question de la vaccination et son rôle important dans la protection des populations par la prévention des maladies* ».

ensuite salué la érudits, chefs fiques et leur à relever le défi sente la non vaccinations d'enfants contre les maladies. « *Il est des enfants in- de maladies évi- dicapés par né- des vaccins sûrs tent pour les* »  
suivi le Président



Macky Sall, Président de la République (Extrême gauche) Serigne Abdou Aziz SY, Porte parole de la confrérie Tidiane (Extrême droite)

Mr Macky Sall a mobilisation des religieux et scienti- engagement résolu majeur que repré- cination de 22 mil- dans le monde, dies les plus cou- *inacceptable que nocents meurent tables ou sont han- gligence alors que et efficaces exis- protéger*», a pour- de la République.

Le Chef de l'Etat a indiqué que le Sénégal partage la vision de la communauté internationale en ce qui concerne l'accès universel à la vaccination, la disponibilité et l'utilisation des nouveaux vaccins et des nouvelles technologies, vision mise en œuvre dans le cadre du Plan d'action mondial pour les vaccins 2011-2020 approuvé par l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 2012. Il a mis l'accent sur l'une de ses priorités, à savoir la protection sociale et la lutte contre la pauvreté qui ciblent les couches les plus démunies. C'est là, un des axes majeurs du Plan Sénégal émergent dont l'objectif est d'accélérer le développement économique et social du pays au cours des dix prochaines années.

développement économique et social du pays au cours des dix prochaines années.

L'Imam Mohamed Majid, Président de la Islamic Society of North America et du Corps de la Paix inter religieux mondial a qualifié la rencontre d'occasion unique de discussion et de collaboration entre d'éminents leaders religieux du continent africain, dont il a mis en exergue l'engagement à servir la communauté musulmane.

Le Porte-parole de la Confrérie Tidiane au Sénégal, Serigne Abdou Aziz Sy, au nom de toutes les familles religieuses musulmanes et chrétiennes du Sénégal, a apprécié positivement l'organisation de l'évènement qui, selon lui permet de dissiper les malentendus au profit de la santé de la population.

Shaykh Abdallah bin Bayyah, de la Mauritanie, Président du Centre mondial pour le Renouveau et l'Orientation, a exhorté les gouvernements, les scientifiques et les leaders religieux à renforcer l'information et la sensibilisation afin de combattre l'ignorance et l'intolérance.

Le Dr Richard Mihigo, Coordonnateur du Programme IVE/RIN du Bureau régional de l'OMS Afrique, a souligné dans sa communication intitulée « **Epidémies et vaccinations** », que 2 à 3 millions de décès prématurés d'enfants de moins de 5 ans peuvent être évités chaque année. Pourtant dans la région africaine, en 2012, 8,5 millions d'enfants n'ont pas reçu la 3<sup>eme</sup> dose de diphtérie-tétanos-poliomyélite en raison

de difficultés d'accès aux structures de santé et à des rumeurs.

Dans la Déclaration de Dakar, les participants à la conférence soutiennent les efforts de vaccination entrepris à travers le continent africain. Selon eux, les défis majeurs associés à la vaccination tournent autour de l'absence de prise de conscience, l'inexistence d'informations exactes et la surabondance d'informations erronées. Il s'avère donc crucial de fournir des opportunités de discussions ouvertes au sujet de la vaccination et des informations de qualité.

En clôturant la conférence, le Pr Awa Marie Coll Seck, Ministre de la Santé et de l'Action sociale, s'est félicitée du consensus auquel les érudits religieux et les scientifiques sont parvenus en vue de sauver la vie de millions d'enfants de maladies évitables par la vaccination. Elle s'est engagée à assurer la diffusion de la Déclaration de Dakar à tous les niveaux, auprès des Gouvernements, des Partenaires techniques et financiers et au sein du Conseil d'administration de GAVI où elle représente les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

## Crime & Drogue

### Organisation d'un atelier régional sur la saisie, la confiscation et la gestion du produit du crime - proposition de création d'un de type "ARIN" pour l'Afrique de l'Ouest.

Le Bureau régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a organisé un atelier régional sur la saisie, la confiscation et la gestion des produits du crime en Afrique de l'Ouest. Cette rencontre s'est tenue à Saly, du 24 au 27 mars 2014, à l'initiative du Programme mondial de l'ONUDC contre le blanchiment, le produit du crime et le financement du terrorisme (GPML), avec l'appui financier du Département d'Etat américain et de la France.

L'atelier a réuni 42 praticiens issus des différents pays de la sous-région, représentant des autorités judiciaires, des forces de l'ordre, des cellules de renseignements financiers et des Ministères des Finances. Outre l'ONUDC, des partenaires techniques tels que le GIABA, le Réseau Ouest-Africain des procureurs et autorités centrales (WACAP), et des réseaux de type 'ARIN' ont participé à la rencontre.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Monsieur Ndongo Fall, Directeur des Affaires

Criminelles et des Grâces, représentant le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice du Sénégal, a notamment annoncé que les nouveaux Code Pénal et Code de Procédure Pénale qui seront adoptés prochainement, prévoient une approche et une gestion plus efficaces du produit du crime. Monsieur Ludovic D'HOORE (ONUDC/GPML), Madame Catherine Bolteau-Serre (Ambassade de France) et Madame Valerie M. Silensky (Département d'Etat américain), ont également pris la parole lors de la cérémonie.

L'atelier fait suite à un rapport de l'ONUDC/GPML qui décrit les dispositifs juridiques et institutionnels dont disposent les pays de l'Afrique de l'Ouest en matière de saisie, de confiscation et de gestion du produit du crime, et qui propose des mesures pour améliorer l'approche patrimoniale comme stratégie de lutte contre le crime organisé, la corruption, le détournement de deniers publics ou encore le terrorisme international. Les participants ont salué l'approche à la fois très technique et pratique des discussions.



**Photo de famille des participants**

**ARIN** : Asset Recovery Interagency Network  
**CARIN** : Camden Asset Recovery Interagency Network  
**ARINSA** : Asset Recovery Interagency Network for Southern Africa



A l'issu des travaux, les participants se sont unanimement exprimés favorables à la proposition de créer un réseau régional de praticiens, semblable aux réseaux CARIN et ARINSA. Le but d'un tel réseau sera de faciliter le partage des expériences, des meilleures pratiques et des informations opérationnelles au niveau régional, mais aussi de contribuer à une coopération plus forte entre tous les acteurs impliqués au niveau national dans le processus de saisie, de gestion et de confiscation des produits du crime, et dans l'exécution des décisions de confiscation. Il s'agit d'aspects essentiels dans l'évaluation de l'effectivité des dispositifs de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et de l'administration de la justice en général. Une attention particulière sera consacrée à ces aspects lors du prochain cycle d'évaluations mutuelles menées par le GIABA.

## Réfugiés

### Il a tout perdu, mais il vit désormais dans la paix.

Encore récemment, Magai Bakam était un homme d'affaires prospère au Soudan du Sud. Il avait son propre magasin et il était également propriétaire d'un cheptel de 300 têtes. Aujourd'hui, il est réfugié au nord de l'Ouganda, où même son téléphone ne fonctionne plus.

Mais il ne regrette rien. Il est plutôt reconnaissant d'avoir trouvé refuge ici à Arua, au nord de l'Ouganda, après avoir fui la guerre tout comme plus d'un million de ses compatriotes. Il peut enfin dormir tranquille la nuit.

Magai Bakam était déjà déplacé interne depuis environ cinq mois avant l'éruption de la violence généralisée dans son pays en décembre dernier. Magai, âgé de 38 ans, a expliqué que des soldats avaient attaqué en juillet 2013 son village près de la ville frontalière de Heglig



**Les réfugiés ayant fui le Soudan du Sud vivent désormais en sécurité au centre de réception de Dzaipie en Ouganda.**

au Sud-Kordofan, une ville riche en ressources pétrolières.

Durant les affrontements, a-t-il expliqué, son père et son oncle ont été tués par des tirs aveugles. Alors, il s'est enfui dans la brousse avec sa femme et leurs quatre enfants. Ses deux aînés ont été enlevés et, à ce jour, il n'a toujours aucune nouvelle d'eux. Son magasin a été brûlé et son bétail a été volé. Il a tout perdu, même ses chaussures.

« *Nous avons emprunté la route principale. Nous avons marché en direction de Juba, la capitale du Soudan du Sud* », a expliqué Magai. « *Nous avons marché pendant deux jours et puis nous avons trouvé un moyen de transport. Mais, à Juba, il n'y avait pas de travail, aucun emploi, pas de bétail...* »

**P**endant 22 jours, la petite famille a vécu à Juba dans la crainte et aussi hantée par le massacre survenu dans son village. A Juba, Magai a rencontré un homme de la même tribu que lui, les Nuer. Celui-ci a sauvé la famille de la famine en partageant avec elle un peu de farine. Un autre étranger originaire de l'Etat de l'Equateur au Soudan du Sud leur a donné une maison pendant quelques temps. Mais ils avaient peur de rester à Juba sans argent. Finalement, quelqu'un d'autre leur a donné suffisamment d'argent pour rejoindre la frontière avec l'Ouganda.

« *Nous avons pris un bus avec des personnes appartenant à différentes tribus et nous nous sommes tous dirigés vers la frontière* », a expliqué Magai. « *De Juba à Yei, puis de Yei à Kaya... et, de là, nous avons rejoint Oraba* », un point de passage frontière vers le district de Kokobo en Ouganda. A Koboko, un Dinka les a conduits au camp de Rhino, qui est géré par les autorités ougandaises et le HCR. Il a rapidement reçu un carré de terrain pour sa famille. Ils peuvent cultiver un petit jardin et re-

trouver un tant soit peu d'indépendance. « *Je ne veux pas retourner au Soudan du Sud. Je veux rester ici* », explique Magai aujourd'hui, tranquillement assis sur une natte sous un grand arbre feuillu. Près de lui se trouvent d'autres réfugiés de différentes ethnies – Nuer, Dinka, Murle et Anuak. Tous ont trouvé refuge ici après avoir fui la guerre au Soudan du Sud. Comme Magai l'avait déjà vu dans le bus vers l'Ouganda, les appartenances ethniques qui semblaient avoir tant d'importance au Soudan du Sud ne se font plus du tout ressentir en exil.

**D**epuis l'arrivée de Magai l'été dernier, la violence qui a éclaté au Soudan du Sud à la mi-décembre 2013 a poussé environ 93 000 réfugiés à fuir vers l'Ouganda. Au total, le HCR et le gouvernement ougandais assurent une protection et viennent en aide à plus de 116 000 réfugiés sud-soudanais.

**A**près avoir perdu sa maison, son affaire et certains de ses proches, Magai réfléchit au sujet de la paix qu'il a trouvée dans cette installation de réfugiés au nord de l'Ouganda : « *Il n'y a pas de problèmes ici et je peux enfin dormir toute la nuit jusqu'au matin.* »